

Elections régionales et municipales en Espagne : séisme politique, percée des « indignés »

lundi 25 mai 2015, par [MOREL Sandrine](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2015).

Sommaire

- [Elections en Espagne : percée](#)
- [Séisme politique en Espagne](#)
- [L'indignée Ada Colau, future](#)
- [A Madrid, Manuela Carmena « la](#)

Elections en Espagne : percée historique des « indignés »

L'Espagne connaît un bouleversement politique dimanche 24 mai, au soir des élections régionales et municipales. Le bipartisme qui organise la vie politique depuis 40 ans se voit ébranlé par la percée de forces politiques nouvelles, Ciudadanos (« Citoyens », centre) et Podemos (« Nous pouvons », gauche radicale).

Le Parti populaire (PP, conservateur) du chef du gouvernement, Mariano Rajoy, paie ainsi le prix de quatre années de politique d'austérité et de scandales de corruption, qui touchent aussi le Parti socialiste ouvrier (PSOE).

Si le PP arrive en tête, juste devant le PSOE, il réalise son pire score depuis 1991 et est en passe de perdre la majorité absolue dans la plupart de ses régions. Selon les calculs de *El Pais*, le PP a perdu 2,55 millions de votes par rapport aux précédentes élections, en 2011.

Le parti conservateur contrôlait 10 régions sur les 13 appelées aux urnes dimanche. Au terme du scrutin, il n'est assuré de rester au pouvoir que dans trois Comunidad (régions). Celles de Castille-et-León, La Rioja et Murcie. Il a par ailleurs perdu sa majorité absolue dans quatre régions : Cantabrie, Castille-La Manche, Valence et Madrid, et pourrait être poussé dans l'opposition — par la constitution de coalitions de gauche, une situation qu'il n'a plus connue depuis 20 ans — à Aragon, Estrémadure et les Îles Baléares.

Le PSOE reste le deuxième parti du pays en nombre de vote, mais il a perdu 775 000 électeurs depuis 2011. Pedro Sanchez, secrétaire général du Parti socialiste, a estimé dimanche que les Espagnols avaient montré qu'ils voulaient un coup de barre à gauche, assurant qu'il appartiendra à son mouvement de faire en sorte qu'il y ait « des gouvernements progressistes » et « un changement sûr ».

Les différents partis entame à présent une délicate période de tractations et de compromis pour former des coalitions régionales.

A Madrid, bastion conservateur depuis 1991 et berceau du mouvement des « indignés », le PP, bien

qu'arrivé en tête du scrutin, pourrait perdre au profit de l'alliance de gauche « Ahora Madrid » (Maintenant Madrid), menée par l'ex-juge Manuela Carmena et soutenue par Podemos. Si le Parti socialiste la soutient, ce qui fait peu de doute, Manuela Carmena deviendra maire de la capitale espagnole.

A Barcelone, deuxième ville d'Espagne, une autre alliance de gauche dirigée par Ada Colau, fondatrice de la Plate-forme des victimes d'hypothèques qui milite contre les expulsions immobilières, et soutenue là-aussi par Podemos, l'a emporté face aux partisans de l'indépendance de la Catalogne, un coup dur pour le mouvement séparatiste. Sa liste obtient onze sièges, contre dix pour les nationalistes conservateurs de CiU, cinq pour le nouveau parti Ciudadanos (centre droit) et quatre pour le Parti socialiste catalan (PSE).

Le Monde.fr

* Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 25.05.2015 à 00h23 • Mis à jour le 25.05.2015 à 05h56.

Séisme politique en Espagne

Sur les places publiques de Madrid et de Barcelone, des centaines de personnes dansaient de joie dimanche 24 mai. Les élections municipales et régionales en Espagne font figure de véritable séisme politique. Elles marquent la fin du bipartisme qui articule les institutions espagnoles depuis la transition démocratique (1975-1982).

Après quatre ans au pouvoir, le Parti populaire (PP, droite), marqué par la politique d'austérité menée durant la crise et par une succession de scandales de corruption, s'effondre. Il perd 40 % des voix par rapport à 2011, permettant au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de remporter la victoire dans de nombreuses régions et mairies, malgré une nouvelle chute de 12,5 % des voix. L'entrée en force du parti de la gauche radicale Podemos, qui ne se présentait sous ce nom que pour les élections régionales, et du parti de centre droit Ciudadanos, va obliger les deux grands partis à sceller des accords avec ces nouvelles formations s'ils veulent gouverner.

Les clefs de Barcelone aux indignés

A Barcelone, la liste citoyenne emmenée par Ada Colau, figure de la plate-forme de lutte contre les expulsions immobilières (PAH) et du mouvement des Indignés, qui regroupe Podemos, les écologistes catalans et des activistes de gauche, a remporté la mairie avec une courte majorité de vingt et un conseillers municipaux, devant les nationalistes de droite de Convergence et Union (CIU, vingt conseillers). Les Indignés devraient obtenir, grâce à l'abstention probable des autres forces politiques, les clefs de la capitale catalane, avec un programme centré sur la lutte contre les inégalités sociales et la corruption. « *Sans pouvoir médiatique, économique, judiciaire, nous avons démontré que l'on peut faire les choses autrement et (...) que le rêve et l'espoir peuvent l'emporter,* » a déclaré, émue, Ada Colau, en séchant des larmes de joie devant une foule de sympathisants. La mobilisation des abstentionnistes à Barcelone, où la participation a augmenté de huit points par rapport aux dernières élections, a été la clef du scrutin.

Avec des moyens réduits, mais beaucoup d'enthousiasme et une imagination débordante, la plate-forme Ahora Madrid, emmenée par l'ancienne juge de 71 ans Manuela Carmena, soutenue par Podemos, par les écologistes d'Equo et par des membres critiques du parti des écolo-communistes

de la Gauche unie, est parvenue à se hisser à la seconde position dans la capitale, à un siège du Parti populaire, qui gouvernait Madrid avec une majorité absolue depuis 1991. Il ne fait pas de doute qu'elle sera la prochaine maire de la capitale, grâce au soutien attendu du PSOE, qui a besoin de Podemos pour prendre le pouvoir dans de nombreuses régions. C'est donc en vainqueur que Manuela Carmena s'est présentée devant une foule déchaînée qui scandait son nom.

« Le plus singulier, spécial et extraordinaire de cette campagne est que notre unique monnaie pour la faire a été l'imagination, la joie et la créativité, » a-t-elle déclaré, en référence aux multiples initiatives nées en dehors de la plate-forme autour de sa candidature. Des graphistes ont créé bénévolement des centaines de logos à partir de son image et les ont diffusés sur les réseaux sociaux ; des artistes ont composé des chansons, écrit des poèmes, créé des tee-shirts et des autocollants, que des chauffeurs de taxi de la capitale arboraient sur leurs véhicules. *« Cette victoire est la vôtre, »* a-t-elle conclu, la voix couverte par les cris de joie de ses sympathisants, réunis devant le musée Reina Sofia.

Changement « irréversible »

La mine déconfite, Esperanza Aguirre, la candidate du Parti populaire, n'a pas vraiment cherché à démentir la victoire que s'est attribuée Manuela Carmena, se contentant de rappeler sans conviction qu'*« en tant que parti qui a reçu le plus de voix, nous devrions avoir la mairie si les autres partis ne scellaient pas d'accord »*.

L'ampleur de la débâcle du PP se mesurera plus clairement durant les prochains jours ou semaines. Bien qu'il soit le parti qui a recueilli le plus de suffrages en Espagne, avec 27 % des voix, il perd les majorités absolues qu'il avait arrachées en 2011, et ses principaux barons devraient se retrouver dans l'opposition. C'est d'autant plus dramatique pour le PP que les régions espagnoles disposent d'un fort degré d'autonomie et contrôlent par exemple les dépenses en matière d'éducation et de santé.

En tête dans la région de Valence, en Aragon ou en Castille-La Manche, le PP ne devrait pas pouvoir gouverner si Podemos soutient l'investiture des socialistes, comme tout porte à le croire. Dans la région de Madrid, où il gouverne depuis 1995, c'est Ciudadanos qui jouera les arbitres, comme en Murcie, dans La Rioja ou en Castille-et-Léon.

Pour Pablo Iglesias, le chef de file de Podemos, il ne fait guère de doute que la victoire de la gauche dans les grandes villes augure une défaite du PP lors des élections générales de cet automne. *« Nous aurions aimé que l'usure des vieux partis soit plus rapide, »* a avoué Pablo Iglesias tout en soulignant que *« les grandes villes sont le moteur du changement politique »* et que ce changement est *« irréversible »*.

Sandrine Morel (Madrid, correspondance)

Journaliste au *Monde*

* Le Monde.fr | 25.05.2015 à 02h52 • Mis à jour le 25.05.2015 à 08h38.

L'indignée Ada Colau, future maire de Barcelone ?

Ada Colau, 41 ans, menait la liste Barcelone ensemble, alliance de plusieurs partis de gauche, intégrant notamment la jeune formation antilibérale Podemos, portée par le souffle du mouvement des Indignés, qui avait occupé les places d'Espagne en 2011. Elle obtient onze sièges contre dix pour celle du maire nationaliste conservateur sortant, cinq pour Ciudadanos (centre droit) et quatre pour le Parti socialiste catalan.

Devant des militants euphoriques, Ada Colau, en larmes, a déclaré dimanche soir qu'avec sa liste, c'est « l'espoir » qui a gagné : « *Le désir de changement a vaincu la campagne de la peur, de la résignation, et avec ça, c'est nous tous qui gagnons, surtout Barcelone.* »

Premier bastion des Indignés

Accusée d'être populiste, inexpérimentée et radicale par ses rivaux, Ada Colau a rallié les suffrages de plus de 176 000 électeurs, faisant de la deuxième ville la plus peuplée d'Espagne, avec 1,6 million d'habitants, le premier bastion des Indignés.

Cheveux courts et ondulés, son visage rond était déjà célèbre dans le pays. Son travail à la tête de la PAH, organisation luttant contre les expulsions de familles surendettées, l'a convertie en héroïne des victimes de la crise.

Ada Colau veut leur consacrer ses premières mesures une fois au pouvoir : paralyser les expulsions dans la ville ; convertir les appartements vides en logements sociaux ; forcer les entreprises à réduire les prix de l'eau, du gaz, de l'électricité ; ou encore lancer un revenu mensuel minimal de 600 euros pour les familles au bord de la misère.

La liste d'Ada Colau n'ayant pas recueilli la majorité absolue, des tractations vont à présent s'ouvrir pour former des alliances avec les autres partis. Les chances qu'elle soit renversée par une coalition d'opposants sont minces.

Le Monde.fr

* Le Monde.fr avec AFP | 25.05.2015 à 06h26 • Mis à jour le 25.05.2015 à 07h48.

A Madrid, Manuela Carmena « la rouge », a toutes les chances de l'emporter

« *Je ne te comprends pas, Esperanza... Qu'après nous avoir fait tant de mal, tu veilles encore gouverner.* » C'est ainsi que Manuela Carmena, une femme blonde de 71 ans au sourire en apparence doux, s'est adressée à l'une des plus redoutables femmes politiques espagnoles, la conservatrice Esperanza Aguirre, 63 ans, lors de la campagne pour les élections municipales à Madrid.

Dimanche 24 mai, les Madrilènes ont donné vingt sièges à la liste de Manuela Carmena, candidate d'une plate-forme comprenant des Indignés et le parti antilibéral Podemos, soit seulement un de moins qu'à celle d'Esperanza Aguirre. Si le Parti socialiste (qui a obtenu neuf sièges) la soutient, elle deviendra maire de la capitale espagnole, gouvernée par la droite conservatrice depuis 1991.

Ferveur

Encore récemment, Manuela Carmena était inconnue du grand public et des médias, qui n'ont pas encore pu décortiquer son passé. Elle fait maintenant l'objet d'une véritable ferveur au sein de la gauche madrilène, y compris des sympathisants du Parti socialiste.

Issue d'une famille de commerçants madrilènes, elle est entrée en campagne en organisant des petites réunions de quartier au succès si fulgurant que les autres candidats de gauche ont rapidement disparu des radars des médias. Elle propose de lutter contre la corruption, de renforcer les transports en commun, d'aider les plus pauvres, d'ouvrir la gestion de la mairie aux citoyens et de diviser par deux son salaire, de 100 000 à 45 000 euros par an.

Ex-militante communiste, membre d'un groupe de travail sur la détention arbitraire aux Nations unies, elle a été nommée magistrate en 1981 dans une Espagne encore très machiste et a gravi les échelons, jusqu'au Tribunal suprême.

Victoire quasi assurée

En face, « Espe » — ex-ministre, ex-présidente du Sénat, présidente de la région de Madrid entre 2003 et 2012 et comtesse par mariage, entrée en politique il y a trente-deux ans — a une réputation d'indestructible en raison des nombreuses épreuves qu'elle a surmontées. Comme le cancer du sein qu'elle a vaincu, ou lorsqu'elle a échappé en chemise de nuit et pieds nus aux attentats de Bombay qui ont frappé son hôtel en 2008.

Le leader de Podemos, Pablo Iglesias, l'a par contre surnommée la « *comtesse de la corruption* », l'accusant, comme le fait Manuela Carmena, d'avoir protégé des responsables de son parti impliqués dans des affaires.

Selon la correspondante du *Monde* à Madrid, Sandrine Morel, il ne fait pas de doute que Manuela Carmena sera la prochaine maire de la capitale, grâce au soutien attendu du PSOE, qui a besoin de Podemos pour prendre le pouvoir dans de nombreuses régions.

Le Monde.fr

* Le Monde.fr avec AFP | 25.05.2015 à 05h46 • Mis à jour le 25.05.2015 à 08h24.
